

International

# DE L'AIDE INTERNATIONALE À LA CO-CONSTRUCTION D'UN MONDE VIVABLE EN COMMUN

Véronique de Geoffroy, Peggy Pascal

04/07/2025

**La quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), qui se tenait à Séville depuis le 30 juin dernier, vient de s'achever. Peggy Pascal, cofondatrice de La Cause et présidente du Groupe URD, et Véronique de Geoffroy, directrice générale du Groupe URD, reviennent dans cette note sur les défis auxquels font face les acteurs du développement, à l'heure des replis nationalistes et des contraintes budgétaires.**

## Un contexte mondial sous tension

Dans un monde de plus en plus secoué par des crises multiples et imprévisibles, menacé par une montée sans précédent des nationalismes et un recul de la démocratie, la sauvegarde d'un monde vivable en commun est devenue un enjeu central. Cette nécessité collective se heurte à une minorité décomplexée de pays, d'élus et de nantis qui s'affichent clairement comme non solidaires, préférant un repli sur soi face à la complexité d'un monde qui se délite. Pourtant, le pragmatisme et un regard historique confirment qu'un monde sans solidarité n'est pas viable. Les virus, incendies ou vagues de chaleur ne s'arrêtent pas aux frontières.

Les Français, d'ailleurs, ne s'y trompent pas, puisque deux tiers d'entre eux estiment que la France et l'Union européenne devraient investir davantage dans la solidarité internationale, la considérant comme une obligation morale (74%) et un investissement à long terme dans l'intérêt de la France (80%)<sup>1</sup>.

L'exemple de la fermeture brutale de l'USAID, première agence de financement mondial, illustre cette rupture : la suspension de plus de 5200 programmes sur 6200 et le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs humanitaires ont des conséquences dramatiques sur le terrain, en termes de souffrance et de vies humaines<sup>2</sup>. Dans le même temps, la Commission européenne et plusieurs États membres, dont la France<sup>3</sup>, ont considérablement réduit leurs aides au

développement, réorientant leurs priorités vers la défense, la sécurité et le contrôle de l'immigration.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte de contraintes budgétaires et de montée des préoccupations sécuritaires, mais témoigne aussi d'un changement de paradigme dans la conception de la solidarité internationale.

## **L'aide internationale, un outil politique marqué par l'héritage colonial**

L'Aide Publique au Développement (APD) s'est constituée au sortir des guerres de décolonisation avec un esprit d'émancipation, mais s'est transformée pour certains en un instrument de politique étrangère empreint de colonialité. Elle est critiquée pour sa logique descendante, où les pays « donateurs » imposent leurs priorités et leurs modèles aux pays « bénéficiaires ». Cette approche, fondée sur une posture de « sachant », est de plus en plus contestée, tant par les sociétés civiles du Sud que par des acteurs du Nord.

Aujourd'hui, l'aide internationale s'intègre dans un dispositif plus large, qualifié de « 3D » (défense, diplomatie, développement), où elle est de plus en plus alignée sur les intérêts économiques des pays donateurs. Cette instrumentalisation de l'aide suscite de vives critiques, notamment de la part des sociétés civiles du Sud, qui dénoncent une aide imposée, avec des priorités définies par les donateurs internationaux plutôt que par les acteurs locaux. Ce déséquilibre renforce les dépendances et limite la souveraineté des pays bénéficiaires, tout en alimentant le sentiment d'ingérence et de néocolonialisme.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## **Les offensives contre l'aide et l'érosion de la solidarité**

Malgré ce soutien populaire, le système d'aide internationale fait face à des attaques populistes et

à des restrictions budgétaires massives, qui représentent un risque existentiel pour le secteur. Selon ses détracteurs, l'aide ne servirait pas les intérêts nationaux, représentant un « gaspillage des ressources publiques ». La rhétorique de « la Corrèze plutôt que le Zambèze » est remise au goût du jour par des élus conservateurs et d'extrême droite pour la plupart.

Elle est reprise par certains médias, comme *Le Journal du dimanche* en février 2025<sup>4</sup>, qui s'attaquent à l'Agence française de développement (AFD), ne reculant pas devant les interprétations hasardeuses et les conclusions hâtives. Ses détracteurs dénoncent l'inefficacité de l'aide, la bureaucratie excessive, voire une ingérence dans les politiques locales, imposant des valeurs et des choix aux pays bénéficiaires. Ils s'appuient également sur des critiques plus ou moins virulentes formulées par une partie des sociétés civiles du Sud, et notamment au Sahel, qui ont rejeté la présence française, appelant à une réelle décolonisation des pratiques.

**FOCUS. Le rejet de la politique française en Afrique : symptôme d'une crise de légitimité**

Le rejet de la politique française en Afrique, particulièrement au Sahel, constitue un symptôme éloquent de la crise de légitimité de l'aide internationale. Les sociétés civiles locales dénoncent une aide conditionnée, imposant des valeurs et des choix politiques, et réclament une véritable décolonisation des pratiques de développement. Ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large de remise en cause des relations Nord-Sud, où les anciennes puissances coloniales sont perçues comme des acteurs extérieurs, peu enclins à reconnaître l'expertise et l'autonomie des sociétés locales. Le rapport *De quoi le rejet de la France en Afrique est-il le nom ?* de l'association Tournons la page et du Ceri de Sciences Po, qui donne la parole à des militants et militantes africains, met en lumière cette dynamique. Selon les auteurs, ce rejet ne s'explique pas par un sentiment anti-français irrationnel, mais par une critique construite des interventions françaises au Sahel, perçues comme des échecs et des facteurs d'instabilité. Les bases militaires permanentes sont jugées attentatoires à la souveraineté nationale et au service d'intérêts français ou de dirigeants favorisés par Paris. Près de 80% des militants interrogés considèrent la France comme un partenaire peu fiable en matière de sécurité, tandis que l'action des entreprises françaises est associée à l'extraction prédatrice de ressources naturelles, sans bénéfices pour les populations locales. Le rapport souligne ainsi l'affirmation de la souveraineté africaine dans le choix des partenaires, sans illusion sur les contreparties exigées par d'autres puissances.

## Le soutien des citoyens à la solidarité internationale

Contrairement aux idées reçues, le soutien des citoyens français et européens à la solidarité internationale reste fort. Selon les enquêtes d'opinion, deux tiers des Français estiment que la France et l'Union européenne devraient investir davantage dans l'aide internationale, perçue comme une obligation morale (74%)<sup>5</sup> et un investissement à long terme dans l'intérêt de la France (80%)<sup>6</sup>. Les priorités des citoyens incluent la contribution à la stabilité et à la paix dans le monde (33%) et la lutte contre le dérèglement climatique (22%)<sup>7</sup>. Les questions migratoires et l'impact économique direct sur la France sont perçus comme moins prioritaires. Les organisations multilatérales et les ONG sont par ailleurs perçues comme plus efficaces que l'État français et ses agences pour la mise en œuvre de la solidarité internationale. Ce qui souligne la nécessité pour l'État de faire une place plus importante aux contributions et propositions de la société civile.

Cette remise en cause s'inscrit dans le contexte du rétrécissement de l'espace civique en Europe, un phénomène alarmant et multiforme, orchestré par des gouvernements populistes et autoritaires. Les travaux récents confirment une détérioration continue des libertés civiques au cours des cinq dernières années en Europe, avec un recul démocratique qui affecte l'espace civique dans le monde entier où les mouvements d'extrême droite ne cessent de progresser.

Les tactiques employées par les États pour restreindre cet espace sont quasi systématiques et très similaires d'un pays à un autre : réduction ou arrêt des financements publics pour les organisations de la société civile critiques du gouvernement, souvent au profit d'organisations contrôlées par l'État (GONGOs) ; mise en place de lois restrictives, souvent sous prétexte de « lutte contre le terrorisme » assimilant les associations à des « agents de l'étranger » ; campagnes de dénigrement et de disqualification des ONG qui peuvent se voir accusées d'être des acteurs politiques par des médias conservateurs ou proches de l'extrême droite ; harcèlement administratif et judiciaire, avec multiplication des contrôles fiscaux, audits et poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP) ; réduction du dialogue et de la consultation avec les organisations de la société civile (OSC) dans l'élaboration des politiques publiques ; restrictions sur les libertés d'expression et de réunion, avec un usage excessif de la force policière ou l'interdiction de rassemblements. Tout cela se déroule dans un contexte de prise de contrôle des médias publics et de pressions sur les médias indépendants, réduisant le pluralisme médiatique, mais aussi d'atteintes à l'indépendance de la justice, limitant les recours possibles pour les OSC. Les associations sur les droits humains, le féminisme, l'aide aux migrants, l'environnement ou les droits des personnes LGBTQI+ sont les premières touchées.

## L'impératif de transformation et de renforcement de la résilience des OSC

Cette situation, loin d'être conjoncturelle, s'inscrit dans la durée et requiert des OSC une adaptation profonde de leurs modes d'action et de leurs stratégies, et beaucoup de courage. Il nous semble que la construction d'une réflexion politique articulée, tenant compte de la complexité des enjeux actuels, est nécessaire pour lutter contre la dépolitisation et le désarroi qui alimentent les extrêmes. Il est urgent et important que les OSC, et en particulier celles du secteur de la solidarité internationale, aient le courage de reconnaître leur rôle par nature politique – et non partisan.

Le principe de neutralité a trop longtemps été utilisé comme un pare-feu par de nombreuses organisations pour échapper à la complexité des intrications entre enjeux économiques, diplomatiques et sociétaux, dans leur pays d'origine et dans les pays où se déploie l'aide. Le monde change et il nous semble urgent de sortir de cette compréhension de la neutralité qui permet de s'exonérer d'une pensée politique engagée tout en garantissant qu'elle ne soit utilisée contre l'impératif d'humanité.

## Vers une transformation profonde et un nouveau paradigme de solidarité

Face à ce contexte hostile et à ces critiques fondamentales, le système d'aide doit à la fois être sauvegardé pour sa nécessité et profondément transformé. Le secteur de l'aide, bien que constamment évalué, est critiqué pour ses coûts structurels élevés, son instrumentalisation et sa difficulté à se coordonner.

La transformation du secteur de la solidarité internationale passe par la **reconnaissance et la valorisation des compétences et expertises qui existent déjà dans les pays du « Sud global »**. Ces acteurs locaux exigent des partenariats plus équitables. Cette localisation de l'aide, bien que tardant à se concrétiser, est une dynamique croissante, portée par l'émergence de la société civile du Sud qui revendique un accès direct aux fonds internationaux.

L'idée centrale est de **passer d'une logique d'aide descendante à un système de co-construction**, où l'apprentissage se fait entre pairs et où les acteurs internationaux soutiennent les dynamiques locales plutôt que de s'y substituer. La posture de l'aidant en surplomb ne reflète plus la réalité et doit être remplacée par celle d'un acteur qui contribue aux transformations systémiques chez lui, inspirées par ses partenaires. Cela implique de reconnaître et valoriser les mouvements citoyens

d'entraide et le rôle des acteurs des territoires impactés par les crises dans leur diversité.

Dans ce nouveau paradigme, les ONG professionnelles et expertes conservent un rôle essentiel, non pas en tant que simple pourvoyeur de moyens, mais en tant que **partenaires, facilitateurs et soutiens aux solidarités locales**. Leur survie dépend de leur capacité à se réinventer et à démontrer leur valeur ajoutée.

Au-delà de ces positionnements, les ONG devront renforcer leur capacité à gérer les « nouvelles normes » (genre, impact environnemental, lutte contre le financement du terrorisme) qui encadrent de plus en plus le secteur. Elles devront prendre en compte la tension entre la demande d'agilité et de connexion directe aux bénéficiaires, et la nécessité de se conformer à des exigences de traçabilité et de suivi.

## **Conclusion : redonner un sens politique à la solidarité**

Le rétrécissement de l'espace civique en Europe, orchestré par des gouvernements populistes et autoritaires, s'attaque méthodiquement aux fondations de la démocratie et de la solidarité internationale. Les organisations de la société civile, en première ligne, développent des stratégies de résilience remarquables, combinant actions juridiques, diversification des financements, mobilisation collective et adaptation de leurs discours.

Le secteur de l'aide est à un moment charnière, où sa survie dépend de sa capacité à se réinventer et à démontrer sa valeur ajoutée face à l'opinion publique et aux acteurs politiques. Cette transformation est une opportunité de « co-construire d'autres façons d'habiter le monde » et de promouvoir l'apprentissage et l'entraide entre pairs. Le rôle de la société civile est essentiel non seulement pour défendre les plus fragiles, mais aussi pour protéger les démocraties et les droits fondamentaux. Le combat est loin d'être gagné, mais la vigilance, la résilience et la créativité des OSC, soutenues par la solidarité internationale et une opinion publique consciente des interdépendances mondiales, sont des remparts essentiels contre la barbarie et le repli sur soi.

**La solidarité, de par sa nature, est nécessairement politique, et sa défense est essentielle pour un monde viable en commun.** Il est impératif de redonner une place centrale aux principes d'humanité et de solidarité dans les discours et les décisions politiques. Le propos devient politique et engage le secteur sur le chemin moins maîtrisé de la controverse, du rôle de contre-pouvoir plus assumé, de se tenir résolument du côté des plus faibles.

Comme l'illustrent clairement les décisions de certains dirigeants populistes, la solidarité, le climat,

la lutte pour l'égalité et l'inclusion ont été leurs premières cibles. Ce n'est pas un hasard. Dans le monde qui vient, les enjeux de sauvegarde d'un monde viable en commun deviennent centraux face à une minorité décomplexée de pays et de nantis qui s'affichent clairement comme non solidaires. Défendre la solidarité, c'est défendre l'idée même d'un futur partagé.

1. Hakim El Karoui, Gilles Finchelstein, Hervé Le Bras, Rémy Rioux, *Solidarité internationale : la lucidité des Français*, Fondation Jean-Jaurès, 23 juin 2025.
2. Voir les estimations de l'[Initiative Impact Counter](#).
3. En 2024, le secteur de la solidarité a subi une nouvelle diminution de 34% des financements conjointe à une baisse de 8,6% au niveau européen (Belgique, Allemagne, Pays-Bas), alors qu'on a assisté à la fin d'affectation de la Transatlantic Security Task Force qui alimentait le Fonds de solidarité pour le développement. On peut craindre de nouvelles coupes dans le prochain projet loi de finances.
4. Charlotte d'Ornellas, « Où va l'argent de l'aide publique au développement ? Plongée dans un système opaque », *Le Journal du dimanche*, 23 février 2025.
5. Hakim El Karoui, Gilles Finchelstein, Hervé Le Bras, rémy Rioux, *op. cit.*
6. Ibid.
7. Ibid.